

## Résumé exécutif

# Impact du déficit pluviométrique et de la hausse des prix des produits alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages

Novembre-Décembre 2011

## Contexte et objectifs

La Mauritanie est un pays structurellement déficitaire car la production nationale ne couvre qu'environ 30% des besoins alimentaires. Le pays est confronté à des cycles répétés de sécheresse et la dégradation des ressources naturelles affectant structurellement et profondément les capacités productives des populations. La sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales et urbaines est grandement tributaire de la situation pastorale et des fluctuations des prix mondiaux des produits de base.

L'hivernage 2011 a été caractérisé par une mauvaise répartition des pluies sur le plan spatial et temporel engendrant une faible croissance des pâturages et l'échec des cultures pluviales. Selon les estimations<sup>1</sup>, la production agricole aurait baissé de 40% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Ceci a entraîné une raréfaction des céréales traditionnelles sur les marchés, une accentuation de l'augmentation des prix des produits importés, un déficit en pâturages, une transhumance anticipée et une chute des prix des animaux.

Afin d'avoir une idée plus précise de l'impact de ce déficit pluviométrique sur les populations, le CSA et le PAM ont organisé un nouveau round de collecte de données de son système de suivi de la sécurité alimentaire des ménages appelé communément FSMS (Food Security Monitoring System). Cette enquête s'est déroulée dans la période clé de l'année où la situation alimentaire est généralement stabilisée (période post-récolte).

## Méthodologie de collecte de données

Le système de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) permet de mesurer l'évolution de la situation socioéconomique afin d'identifier et de suivre les menaces potentielles sur la sécurité alimentaire des populations. Ce système permet aussi d'alerter les décideurs sur le choix des actions dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en fournissant des informations saisonnières sur la sécurité alimentaire des populations dans le pays.

Il est à souligner que la collecte des données concerne 10 strates définies dans l'ensemble du pays. Les quatre wilayas du nord (Adrar, Tiris Zemmour, Inchiri et Nouadhibou) ont été regroupées en une seule strate. Les données de la présente FSMS ont été collectées entre le 24 novembre et le 12 décembre 2011. Au total 153 localités ont été visitées pour une taille de l'échantillon de 1. 836 ménages dans les wilayas et 29 quartiers dans la zone périurbaine de Nouakchott soit 348 ménages. Les principaux indicateurs suivis sont la consommation alimentaire (FCS), les stratégies de survies (CSI "réduit") et l'évolution des termes de l'échange (ToT).

## Principaux résultats

### Les taux d'insécurité alimentaire ont triplé en un an

En milieu rural en décembre 2011, près du quart des ménages (24,6%) sont en insécurité alimentaire (12,9% en insécurité alimentaire sévère et 11,7% en insécurité alimentaire modérée).

Les taux d'insécurité alimentaire ont quasiment triplé comparativement à la même période de l'année dernière (8,7% contre 24,6%). Ce taux enregistré en décembre 2011 est le plus élevé obtenu en cette période de l'année depuis la mise en place du système suivi de la sécurité alimentaire en Mauritanie. Il faut également de

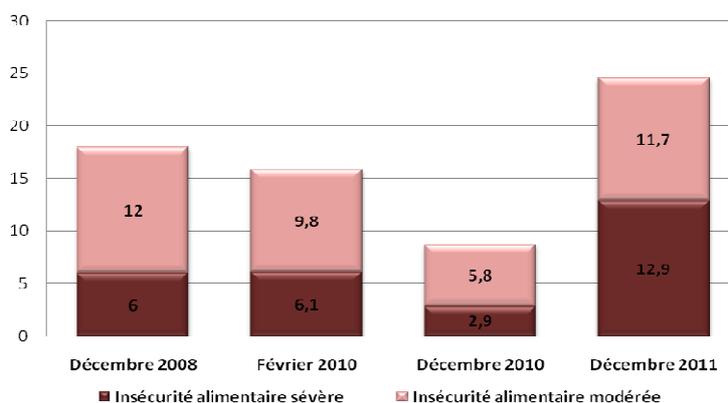
<sup>1</sup> Voir le rapport de la mission conjointe d'évaluation des marchés et de la sécurité alimentaire dans les pays du Sahel ; CILSS, FAO, FEWS NET, PAM, OXFAM ET GOUVERNEMENT, MAURITANIE DU 9 AU 19 JANVIER 2012

souligner que ces taux sont supérieurs de 3 points à ceux observés en début de la période de soudure (juillet 2011).

Dans les zones urbaines enquêtées<sup>2</sup>, 5,2% des ménages étaient en insécurité alimentaire en décembre 2011 contre 1,4% à la même période de l'année passée. Sur l'ensemble du milieu urbain, on estime à plus de 10% la proportion de ménage en insécurité alimentaire.

Bien que le taux d'insécurité alimentaire soit plus faible en milieu urbain comparativement au milieu rural, la progression sur une année a été plus forte en milieu urbain laissant prévoir une dégradation future plus rapide de la situation en milieu urbain.

### Evolution du taux d'insécurité alimentaire en période post-récolte



Source: Enquêtes CSA/PAM

### Près de 700 000 personnes sont actuellement en insécurité alimentaire

A la mi-décembre 2011, 600 000 personnes étaient en insécurité alimentaire aussi bien milieu rural qu'en milieu urbain. La crise est plus marquée dans les zones rurales où 420 000 personnes sont affectées dont 220 000 sont en insécurité alimentaire sévère et 200 000 en insécurité alimentaire modérée. En milieu urbain, on estime que plus de 180 000 personnes sont en insécurité alimentaire (80 000 en insécurité alimentaire sévère et 100 000 en situation modérée).

L'épuisement des stratégies de ménages qui s'est produit depuis le mois de décembre, laisse penser que dorénavant (J anvier 2012) près de 700 000 personnes sont en insécurité alimentaire dans le pays. Cette tendance a tout lieu de continuer à se développer dans le cas où une intervention d'assistance massive n'est pas mise en œuvre.

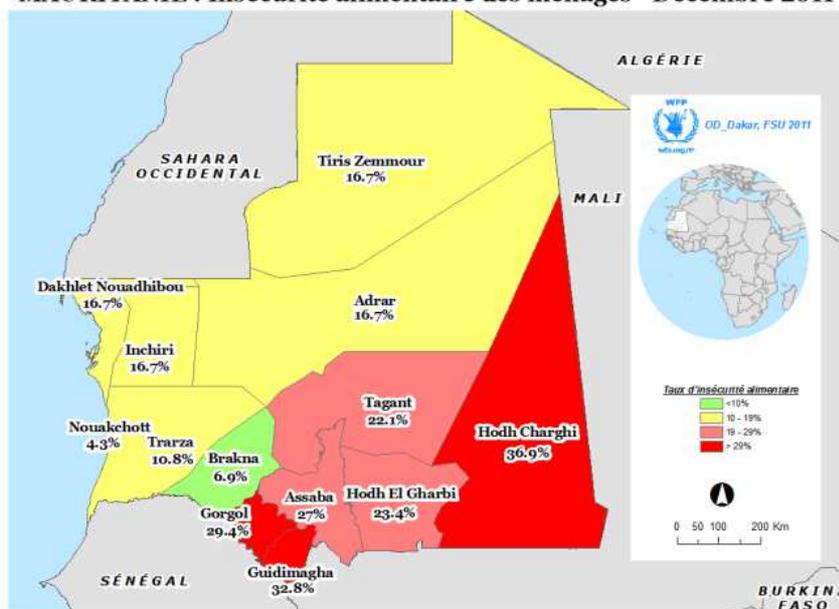
### Le Sud-est et l'Est de la Mauritanie sont les régions plus affectées par la crise

Les prévalences de l'insécurité alimentaire les plus élevées ont été observées dans les Wilaya du Sud-est et de l'Est du pays. Dans les régions de Hodh Echargui (37%), du Guidmagha (33%) et du Gorgol (29,4%) l'insécurité alimentaire affecte plus de 30% des ménages.

Dans l'Assaba (27%), le Hodh El Gharbi (23,4%) et le Tagant (22,1%) l'insécurité alimentaire touche près du quart des ménages. Les régions du Nord présentent également des niveaux d'insécurité alimentaire relativement élevés (près de 17%).

La région du Brakna, du Trarza ainsi que le milieu urbain restent globalement les moins affectés.

MAURITANIE : Insécurité alimentaire des ménages - Décembre 2011



L'anticipation de la crise par les pasteurs transhumants, en particulier ceux du Brakna (certains ne sont pas revenus de transhumance depuis l'année dernière), peut expliquer en partie les faibles taux d'insécurité

<sup>2</sup> L'enquête n'est pas représentative du milieu urbain. Seule la zone périurbaine de Nouakchott et les villes du Nord du pays (Atar, Nouadhibou, Zouérate) ont été visitées.

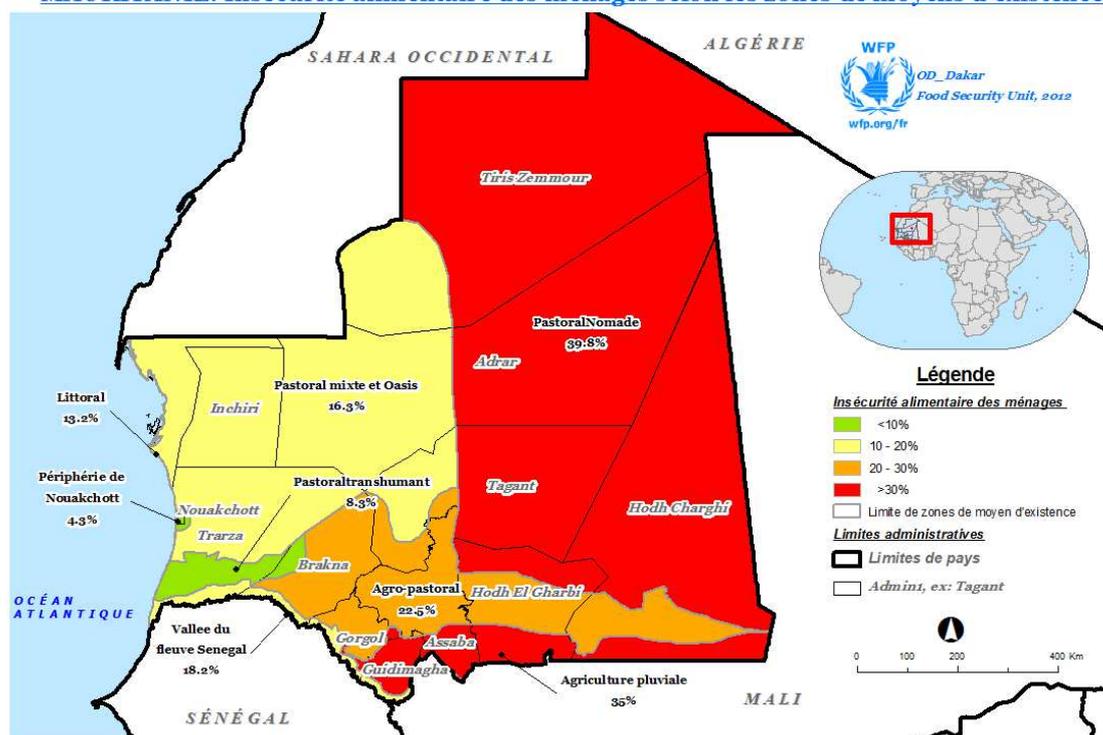
alimentaire constatés dans cette zone du pays. Cependant, selon les rapports de mission<sup>3</sup>, la situation serait en dégradation rapide dans cette région également.

## Plus de ¾ des personnes en insécurité alimentaire en milieu rural se trouvent dans les zones agropastorales et de cultures pluviales

L'analyse de l'insécurité alimentaire par zones de moyens d'existence montre que les groupes les plus affectés sont les nomades (40%), les cultivateurs des terres pluviales (35%) et les agropasteurs (22,5%). Les cultivateurs de la vallée enregistrent eux également des niveaux d'insécurité alimentaire anormalement élevés en période post-récolte. Par contre dans la zone de pastoralisme transhumant, seuls 8,3% des ménages souffrent d'insécurité alimentaire.

L'enquête montre qu'en milieu rural, plus de 75% des ménages en insécurité alimentaire sont dans la zone agropastorale (170 000 personnes) et la zone de cultures pluviales (160 000 personnes). En ce qui concerne les nomades, même si les taux d'insécurité alimentaires sont plus élevés, l'effectif des personnes affectées reste faible (14 000 personnes) du fait de la faible taille de ce groupe.

### MAURITANIE: Insécurité alimentaire des ménages selon les zones de moyens d'existence



## Un accroissement de l'insécurité alimentaire sévère

De plus, plusieurs ménages d'habitude en insécurité alimentaire modérée ont basculé dans la forme sévère. Près de 13% des ménages sont ainsi en insécurité alimentaire sévère soit plus de la moitié des ménages en insécurité alimentaire. Ce taux représente aussi une augmentation de plus de 50% par rapport à la période de soudure 2011 et le niveau le plus élevé jamais atteint, même en période de soudure. La consommation des ménages en insécurité alimentaires se limite aux céréales, au sucre et à de l'huile (riz, huile, et bouillon culinaire à midi et bouillie sucrée le soir). Dans plus de 80% des ménages enquêtés, les enfants de moins de 5 ans mangent la même chose que les adultes.

Même si les taux de malnutritions mesurés par le Ministère de la Santé et l'UNICEF au mois de décembre 2011 sont conformes aux moyennes des années précédentes, compte tenu de la forte dégradation de la consommation alimentaire des ménages, de la dégradation des ressources en eaux et de l'accroissement des cas de maladies, la situation pourrait devenir très préoccupante dans les mois à venir si des interventions rapides de prévention et de prise en charge ne sont pas mises en œuvre.<sup>4</sup>

## Causes et manifestation de l'insécurité alimentaire

<sup>3</sup> Missions du CSA et des sous bureaux du PAM

<sup>4</sup> Des évaluations dans les pays en crise alimentaire indiquent généralement l'existence d'un décalage de 2 à 3 entre les pics d'insécurité alimentaire et l'aggravation de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes

L'importante augmentation des taux d'insécurité alimentaire en période post-récoltes est une conséquence de la combinaison de trois facteurs majeurs : **(i) la baisse de l'autoconsommation** à cause du déficit pluviométrique qui a réduit les récoltes et la valeur de la production des éleveurs (ii) **La baisse des revenus** (agricole, élevage et autres activités rurales) des ménages (iii) **La hausse des prix des céréales locales et des produits importés** entraînant une baisse du pouvoir d'achat des ménages ruraux et urbains et une réduction de l'accès à la nourriture alors que les marchés restent globalement bien approvisionnés en produits importés.

La baisse de l'autoconsommation concerne les productions agricoles et l'élevage. En effet, à cause de la mauvaise pluviométrie de cette année, la majorité des ménages agriculteurs n'a presque rien récolté alors que les stocks de l'année dernière se sont épuisés depuis longtemps. Certains ménages agriculteurs dont la récolte n'a pas été nulle cette année, ont eu à peine **deux mois** de couverture de besoins céréaliers en moyenne, contre 5 à 6 en année « normale ».

Pour ce qui concerne l'élevage, la faible pluviométrie de cette année en entraînant également un déficit en eau d'abreuvement et en pâturages, a obligé les éleveurs à vendre massivement leurs animaux pour ne pas les perdre mais aussi pour pouvoir acheter les produits alimentaires dont les prix ont augmenté sur les marchés. Cela s'est traduit par un déséquilibre important de l'offre et de la demande sur le marché du bétail. Comme conséquence, les prix des animaux se sont effondrés, entraînant une détérioration des termes de l'échange bétail/céréales et une baisse du pouvoir d'achat des agropasteurs. De plus, ces ménages n'ont pas augmenté leur consommation de viande comme on pouvait le penser à cause des habitudes culturelles.

Ces baisses de productions agricoles et pastorales ont rendu ces ménages agriculteurs et éleveurs totalement dépendant des marchés pour assurer leurs approvisionnements de même que tous les autres ménages dont c'était déjà l'habitude. Cependant, la baisse des revenus et la hausse des prix des denrées alimentaires ont considérablement réduit leur accès aux aliments de base.

Les revenus permettant aux ménages d'acquérir les denrées alimentaires ont baissé à cause du déficit pluviométrique qui n'a pas permis à quasi-totalité des activités génératrices de revenus d'être conduites. En effet, en plus des activités agricoles et pastorales indiquées ci-dessus (y compris la main d'œuvre agricole et de gardiennage d'animaux qui représentent d'importantes sources de revenu pour les ménages les plus pauvres), les ménages ont signalé une forte baisse des revenus provenant de travaux journaliers (52% des ménages) et des transferts d'argent (41% des ménages). Pour le cas spécifique des revenus des transferts (urbains vers ruraux, revenu de la migration), leur baisse peut se justifier par la multiplication des sollicitations des ruraux, l'augmentation de l'offre de main d'œuvre dans les centres urbains entraînant une baisse des rémunérations et l'interruption de certaines sources traditionnelles de transfert d'argent provenant de l'étranger.

Par rapport à la hausse des prix, il faut souligner d'une part que les céréales locales ont connu une flambée de prix à cause de la baisse de l'offre de ces produits résultant de la faible production de cette année. De plus, les flux transfrontaliers qui assuraient une part importante de cette offre ont été perturbés par la mauvaise production céréalière dans les pays limitrophes affectés par la même sécheresse. L'allongement des circuits d'approvisionnement et la raréfaction de ces produits sur les marchés ont entraîné de fortes augmentations de prix (plus de 100% pour le sorgho).

D'autre part pour les produits importés, la restriction de l'offre en céréales locales a poussé un plus grand nombre de ménages vers ces produits, générant une demande supplémentaire qui a provoqué hausse des prix. Les marchés, bien que s'étant ajustés à cette nouvelle demande en augmentant l'offre, ont conservé des prix relativement élevés pour les produits importés.

La conjonction de la baisse de la production, de la baisse de revenus et de la hausse des prix a conduit à une grave détérioration de l'accessibilité aux aliments<sup>5</sup> pour la majorité des ménages ruraux et urbains malgré le fait que les marchés soient suffisamment approvisionnés en produits alimentaires importés.

L'impact négatif de la crise sur les ménages les obligent à adopter des comportements d'adaptation dont certaines se traduisent par :

- Un endettement croissant des ménages avec 20 à 50% des acquisitions récentes de vivres effectuées à crédit ;
- La consommation de produits de cueillette par les ménages les plus démunis : Tagant (32%), Hodh Echargui (16%) et Assaba (15%)
- Un recours plus accru à la solidarité familiale (endettement, aides en vivres)
- La recherche d'activités génératrices de revenus
- Les migrations vers les grandes villes sont pour l'instant contenues même si 8,5% des ménages au Hodh Echargui ont déclaré une intention de migration de famille entière (6,9% des ménages ruraux de l'Assaba et 4,9% au Gorgol).

<sup>5</sup> 75% des ménages sont confrontés à des difficultés d'approvisionnement

## Principales recommandations

---

Le déficit de production agricole<sup>6</sup>, la détérioration des termes de l'échange (bétail/céréale) et la hausse des prix des denrées de première nécessité sur les marchés internationaux ont fortement limité l'accès aux denrées alimentaires, dans un contexte actuel de bon approvisionnement des marchés en denrées importées.

L'enquête révèle que les difficultés d'accès liés au manque de revenu ont commencé depuis le mois de juillet 2011 au moins pour les agriculteurs et après la tabaski pour les éleveurs. Les actions urgentes à entreprendre pour assister les populations doivent tenir compte de différents facteurs dont l'un des plus importants est : comment faciliter à très court terme l'accessibilité aux denrées alimentaires pour les ménages les plus vulnérables dans un contexte où les disponibilités de vivres pourraient se réduire davantage ?.

Le plan de réponses à la crise du Gouvernement « EMEL » et des initiatives d'appui des Partenaires<sup>7</sup> prennent en compte les actions suivantes<sup>8</sup>.

1. Compensation du déficit de production agricole par des importations de vivres (Etat, partenaires ou privés) afin de stabiliser les prix sur les marchés ;
2. Promotion et diversification des AGR (création emplois fixes et temporaires) pour permettre aux ménages de se tourner vers les marchés ;
3. Mise en œuvre de programme de transfert de vivre (Vivres Contre Travail) ;
4. Vente de produits alimentaires à prix subventionnés dans les SAVS et les Boutiques de solidarité ;
5. Programmes de transferts monétaires dans les zones où les conditions le permettent ;
6. Distribution gratuite de vivres aux ménages dans les zones rencontrant des difficultés d'approvisionnement ;
7. Préservation de la santé maternelle et infantile y compris par la lutte contre la malnutrition ;
8. Déstockage des animaux pour renforcer le pouvoir d'achat des éleveurs et distribution de la viande obtenue aux ménages les plus pauvres ;
9. Ventes d'aliments de bétail à prix subventionnés ;
10. Mise à disposition d'intrants pour les campagnes agricoles futures.

---

<sup>6</sup> Ayant pour conséquence une augmentation de la part de revenus monétaires consacrée aux dépenses alimentaires

<sup>7</sup> Notamment le programme d'urgence du PAM (EMOP)

<sup>8</sup> Ces activités devront être mises en œuvre en parallèle avec un système rapproché de suivi des marchés (SIM)

---